

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot III R 45 tar Tsarafaritra, Tsimbazaza, Antananarivo 101

Tél. 032 59 761 62 Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

Si vous êtes élu(e) Président de la République

Partie prenante de la société civile, le SeFaFi (Observatoire de la vie publique) tient à ce que les citoyens, qui élisent leurs représentants, à commencer par le Président de la République, soient les vrais détenteurs du pouvoir dans la nation. Les élus qui exercent le pouvoir d'État au nom des citoyens sont donc tenus de leur rendre compte de leurs actes, tout au long de leur mandat électif.

Madame la candidate, Monsieur le candidat,

Le président de la République jure d'observer la Constitution et les lois. Il lui revient aussi de les faire appliquer. Or Madagascar a de nombreux textes, mais ils sont rarement appliqués : si vous êtes élu(e), vous engagez-vous à les faire respecter ? Le SeFaFi rendra publics les dysfonctionnements observés : acceptez-vous d'en tenir compte et, si nécessaire, de faire sanctionner les abus ?

Le président de la République doit faire appliquer son programme politique dans tous les secteurs de la vie nationale. Nous vous demandons donc de bien vouloir nous informer de manière précise sur quelques points majeurs :

1. Politique de décentralisation. La Constitution maintient à la fois les provinces et les régions : quels seront les pouvoirs et les ressources propres des unes et des autres ? Aujourd'hui, 95 % du budget national est géré par l'État central : de quelles ressources propres et pérennes disposeront les collectivités décentralisées ? Quel sera le rôle du *fokonolona* au sein des communes ? Vous engagez-vous à ne recourir au système des délégations spéciales que pour les cas exceptionnels de vacance de l'exécutif ? La capitale sera-t-elle dotée du statut particulier qui lui fait défaut ?

2. Politique de sécurité et de défense. Pour dépolitiser les forces armées, vous abstenrez-vous de nommer des militaires à des fonctions civiles, sauf modification du statut des militaires permettant un versement dans la fonction publique civile ? Mettrez-vous un terme au recrutement pléthorique des officiers supérieurs en adoptant une planification rationnelle à long terme, compte tenu des besoins réels ? Donneriez-vous priorité à la défense des côtes et des eaux territoriales, pour confier la sécurité du territoire à la gendarmerie ?

3. Politique de l'administration publique. Procéderez-vous à sa dépolitisation effective, en confiant les postes techniques (SG des ministères, chefs CISCO, DRS, etc.) à des techniciens apolitiques choisis pour leur compétence et non pour leur origine familiale, ethnique ou affairiste ? Et en sanctionnant les abus ?

4. Politique de l'information. Les médias publics ont toujours été monopolisés par le pouvoir, en dépit des promesses : vous engagez-vous à créer un organisme indépendant chargé de nommer leurs responsables et de réguler le paysage audio-visuel ? Êtes-vous décidé(e) à supprimer le ministère de la Communication et à autoriser les médias privés à couvrir l'ensemble du territoire ?

5. Politique de la justice. Toujours promise, l'indépendance de la Justice n'a jamais été réalisée. Vous engagez-vous à installer la Haute Cour de Justice au plus tard un an après votre investiture (Constitution, art. 167). Le Président de la République est garant de l'indépendance de la justice (art. 106) : renoncerez-vous, ainsi que votre Ministre de la Justice, à la présidence et à la vice-présidence du Conseil supérieur de la Magistrature qui pourra ainsi gérer et sanctionner en toute indépendance, en faisant modifier l'article 107 de la Constitution ? Accepterez-vous de nommer un ministre de la Justice qui ne soit pas un magistrat (et un ministre de la Défense qui ne soit pas militaire, etc.) ?

6. Politique de l'éducation. Vous engagez-vous à rétablir la gratuité de l'enseignement public garanti par la Constitution ? Quelle langue d'enseignement préconisez-vous ? Que ferez-vous des enseignants FRAM, dont la formation est notoirement insuffisante ? Les programmes scolaires sont inadaptés : quels sont vos projets pour y remédier ? Comment revaloriserez-vous l'enseignement technique et agricole ? L'enseignement public ne suffit pas à scolariser tous les enfants : que ferez-vous pour aider et encadrer l'enseignement privé ?

7. Politique des ressources naturelles. Vous engagez-vous à réviser le Code minier et le Code pétrolier afin de préserver les intérêts nationaux ? Procéderez-vous à un audit des permis et contrats miniers et pétroliers, notamment ceux passés sous la Transition, et à les renégocier comme cela se fait aujourd'hui dans bon nombre de pays africains ? Rendez-vous publics les contrats miniers passés et à venir ? Vous engagez-vous à créer un Fonds minier qui gèrera les bénéfices des ressources naturelles renouvelables (halieutiques, de bois précieux, etc.), minières et pétrolières, notamment pour développer les infrastructures du pays ? Comment préserverez-vous l'environnement ?

8. Politique sociale et de l'emploi. Que ferez-vous pour récupérer les centaines de milliers d'emploi détruits par la crise politique ? Vous engagez-vous à généraliser la couverture sociale pour tous, y compris le paysannat et le secteur informel ? Comment comptez-vous concrètement créer des emplois urbains et agricoles et sur la base de quel chronogramme ? Comment procéderez-vous pour augmenter le salaire minimum et réduire la pauvreté ?

9. Politique économique et foncière. Que ferez-vous pour développer les secteurs agricoles et industriels ? En matière foncière, la régularisation ne constitue pas une politique. Vous engagez-vous à gérer les achats de terres par les étrangers dans la transparence et en concertation avec les habitants des lieux ?

Nous vous serons reconnaissants de bien vouloir nous transmettre vos réponses écrites deux semaines avant le premier tour, soit au SeFaFi qui en assurera une large diffusion, soit par voie de presse. Puis, pendant les cinq années de votre mandat, le SeFaFi rendra public le suivi régulier de vos engagements.

Veillez croire Madame, Monsieur, en toute notre considération,

SeFaFi - Observatoire de la vie publique
Antananarivo, 25 septembre 2013